



Conférence donnée au cours de la session
2006 des Semaines Sociales de France,
"Qu'est-ce qu'une société juste ?"

Synthèse de la première journée

BERNARD LECOMTE¹

Je ne suis ni historien, ni philosophe, ni haut fonctionnaire européen, ni théologien, ni psychanalyste. C'est dire si mon résumé de la première journée de ces Semaines Sociales sera à la fois sans préjugés, absolument pas scientifique et totalement subjectif ! Cela dit, comme journaliste, j'ai été frappé d'emblée par l'actualité de ces débats sur la justice – actualité confortée par la proximité des élections de 2007. Je cite notre président Michel Camdessus dans son propos introductif : « *Que la justice soit au cœur du débat qui s'ouvre, il y va de notre humanité même !* » J'ai noté que le cardinal Secrétaire d'État lui-même, dans son message, nous rappela, au nom du Saint Père, que le chômage ou la crise des banlieues sont autant de « *ruptures de la cohésion sociale* ». Nous, chrétiens, ici comme ailleurs, sommes invités à être des *prophètes* – je cite le cardinal Bertone –. Nous sommes aussi conviés à vivre et à agir, concrètement, dans notre époque.

Notre époque, il appartenait à un historien de la mettre en perspective. Le professeur Bronislaw Geremek, venu tout exprès de Pologne, nous rappela que « *si la pauvreté fait partie de la condition humaine* », au point d'avoir eu longtemps son utilité sociale et religieuse – il faudra attendre saint François d'Assise pour entendre dénoncer le « *scandale de la pauvreté* » –, la justice sociale, elle, est un concept récent, apparu dans les fumées et sur les chantiers de la révolution industrielle au XIX^{ème} siècle. À l'époque – la théologienne Geneviève Médevielle insistera sur cette rupture – il ne s'agit plus seulement du comportement des individus dans la société, mais des politiques collectives de groupes sociaux et d'institutions politiques, ce qui n'a plus rien à voir ! Si au niveau individuel, comme nous l'expliquera le psychanalyste Jacques Arènes, le sentiment d'injustice pousse à recouvrer « *un ordre détruit, une harmonie perdue* », au niveau collectif, le sentiment d'injustice est porteur de révolutions menaçant l'ordre établi, mais aussi d'avancées sociales majeures. Aujourd'hui, souligne le professeur Geremek, « *la tendance générale dans le monde est à la diminution de la misère* ». Mais le recul de la misère, d'ailleurs relatif, « *ne veut pas dire recul de l'injustice* ». La pauvreté recule, pas les disparités, bien au contraire !

Face à ces disparités, nous a dit Jérôme Vignon, directeur à la Commission européenne, le modèle social européen qu'incarne depuis 1945 un *État providence* étendu à toutes les solidarités collectives et comptable de toutes les ressources humaines, est ébranlé par de profondes mutations : recul de la croissance, nouveaux modes de vie familiale, réduction de la durée du travail, allongement de l'espérance de vie, etc. Cela étant tout particulièrement vrai en France, pays plus attaché que d'autres à l'égalité des citoyens, au service public et au rôle protecteur de l'État. Si la France n'est pas sans atouts, nous a dit Jérôme Vignon, « *son propre modèle social a perdu son efficacité* », et il sera de plus en plus problématique de résorber la « *fracture sociale* ».

Trois surprises, trois audaces

Ce premier constat fut éclairant, stimulant, mais relativement sans surprise. Il n'en fut pas de même pour les esquisses de solutions ou les pistes à suivre qui nous ont été suggérées hier à cette tribune. Pour ma part, j'ai été surpris – et les questions venues du public m'ont laissé penser que je n'étais pas le seul – d'entendre nos intervenants rompre avec le discours convenu qui caractérise tout colloque, surtout d'inspiration chrétienne, sur la justice sociale.

Première surprise, première audace : la référence à l'Europe. Il me semblait que le « non » français au référendum de mai 2005 avait sanctionné une Europe perçue comme de moins en moins adaptée aux défis d'aujourd'hui parce que de moins en moins sociale. Or, nous ont affirmé avec force Bronislaw Geremek et

¹ Bernard Lecomte est journaliste, écrivain, membre du Comité des Semaines Sociales.

Jérôme Vignon, « *l'Union européenne est plus "sociale" que les États Nations qui la composent* » ! Et s'il existe des espoirs de renouvellement de notre modèle social, ils sont d'abord à rechercher dans cette Europe qui s'est dotée, notamment à Lisbonne, d'une vraie stratégie pour l'emploi, pour une lutte active contre la pauvreté, et pour une modernisation de la protection sociale, où émerge aujourd'hui un consensus sur des valeurs et des exigences nouvelles, parmi lesquelles l'accès à l'emploi, ou cette valeur fondamentale chère au professeur Geremek : *la solidarité*.

Ma deuxième surprise, hier, ce fut la levée du tabou, pourtant très solidement ancré chez nous, sur la réflexion libérale. Je ne pensais pas qu'on puisse, en cette enceinte, se référer autant à John Rawls ! Après que Bronislaw Geremek, relayé par Jérôme Vignon, eut largement cité le philosophe américain, nous avons entendu Philippe Van Parijs, son successeur à Harvard, qui est aussi professeur à l'université de Louvain, nous exposer les grands traits de la « *théorie de la justice* » de John Rawls – et aussi, d'ailleurs, les principales critiques à son endroit. Je ne ferai que rappeler ici que Rawls, outre une « *liberté pour tous* » et une « *égalité des chances équitable* », prône le « *principe de différence* » qui veut que « *les inégalités soient utiles quand elles contribuent à améliorer la condition des plus démunis* ».

Le professeur Van Parijs a souligné la « *connivence* » sur ces objectifs précis avec l'éthique chrétienne et « *l'option préférentielle pour les pauvres* ». Connivence, comme nous le dira la théologienne Geneviève Médevielle, ne veut pas dire coïncidence. Le chrétien n'a pas à choisir, nous a dit Jérôme Vignon, entre l'option libérale, qui met l'accent sur la responsabilité et le principe d'autonomie, et l'option sociale, plus attentive à l'égalité et au principe de cohésion. Le chrétien n'a pas à adhérer à telle ou telle proposition idéologique, mais à peser sur les conditions concrètes de mise en œuvre des réformes sociales. Le « *charisme chrétien* » – je cite la formule de Jérôme Vignon – se situe « *dans la manière* ». Aux chrétiens, à l'Église, de faire preuve, dans le bouillonnement des exigences sociales, de discernement. Ce fut le maître mot de Geneviève Médevielle dans son exposé sur l'enseignement social de l'Église : « *discernement* » face aux idéologies, lesquelles sont aussi « *subjectives* » que la Révélation, c'est-à-dire la volonté de Dieu pour le monde, est « *objective* » et se traduit toujours par les mêmes principes : dignité de l'Homme, solidarité, bien commun, subsidiarité...

Ce fut ma troisième surprise de la journée d'entendre l'exemple venir d'Amérique – je le dis en souriant, mais avouez que ce n'est pas fréquent – quand Geneviève Médevielle nous a montré, avec brio, que la lettre pastorale des évêques américains sur la « *justice économique pour tous* », en 1986, était une source d'inspiration, tant dans sa méthode que dans son contenu, pour toute l'Église. L'Église n'a pas de doctrine unitaire, intemporelle, a dit Geneviève Médevielle : il revient à chaque communauté chrétienne de faire preuve de discernement. Ainsi avec John Rawls : si les chrétiens peuvent aussi juger une société à sa façon de traiter ses membres les plus pauvres, ceux-ci ont, en soi, un intérêt moral et théologique que ne leur porte pas le philosophe libéral. Celui-ci « *visent le bien-être des Américains* » alors que les évêques américains, eux, « *visent le bien commun de l'humanité toute entière* » !

Je terminerai par deux citations tirées des lectures que nous ont proposées Marie-Christine Barrault et Luc Ziegler hier, en fin de journée. Je les dédie à celui [Nicolas Sarkozy] qui va me succéder à cette tribune. L'une prône la « *rupture* » ; elle est du pape Jean-Paul II qui explique, dans *Centesimus annus*, qu'on promet la justice « *si l'on change les styles de vie, les modèles de production et de consommation, les structures de pouvoir établies qui régissent aujourd'hui les sociétés* ». L'autre est encore davantage dans l'actualité. Elle est tirée d'un discours du député Victor Hugo en 1849 – qui parlait des faubourgs, à l'époque, et non des banlieues : « *Songez-y Messieurs : c'est l'anarchie qui ouvre les abîmes, mais c'est la misère qui les creuse ! Vous avez fait des lois contre l'anarchie, faites maintenant des lois contre la misère !* »